



European Trade Union Confederation (ETUC)
Confédération européenne des syndicats (CES)

Intervention de :

John Monks

*Secrétaire général
de la
Confédération européenne des syndicats*

**40ème Congrès confédéral de l'UGT-E
« Priorité à l'emploi »**

1-4 avril 2009

Madrid

Seul le texte prononcé fait foi

40ème Congrès confédéral de l'UGT-E « Priorité à l'emploi »

Cher Candido, chers délégués, chers amis, permettez-moi d'exprimer la gratitude et de transmettre les salutations de la Confédération européenne des syndicats à l'UGT – Espagne.

Gratitude parce que vous êtes l'un des plus loyaux et constants défenseurs du travail de la CES. Vous n'êtes pas un ami des beaux jours. Vous êtes un compagnon et un camarade de toutes les saisons, et je sais que, au nom de la CSI, Guy Ryder éprouve le même sentiment.

Cette loyauté et ce soutien nous sont généreusement offerts en votre nom par Candido, Manuel Bonmati et leur personnel. Candido est notre premier vice-président et notre ancien président. Jouissant d'un grand respect et d'une écoute attentive, votre Président, mon ami Candido, est un roc sur lequel repose notre travail syndical en Europe.

J'ai auparavant comparé Manuel Bonmati à un Sancho Panza pour Candido. C'était un peu injuste. Mais ses compétences, son caractère, la dévotion dont il fait preuve dans l'accomplissement de sa mission sont précieux pour la CES ainsi que pour l'UGT – Espagne, et je me réjouis que son mandat soit renouvelé.

Parce que nous devons rassembler toutes les compétences, toute notre présence d'esprit, tout notre courage et toute notre solidarité face à l'avenir :

- un avenir de récession et de pertes d'emplois ;
- un avenir de crise et d'inévitables attaques de la part des antidémocrates ;
- un avenir aux échos troublants des années 1930, une décennie désastreuse que vous ne connaissez que trop bien en Espagne.

Le capitalisme financier, qui a contribué à la croissance de l'emploi et à une brève période de prospérité dans la plupart des pays européens, vient d'avoir un infarctus. Nos responsables politiques se réunissent à Londres jeudi pour l'emmener aux soins intensifs afin de lui éviter de faire une rechute.

Nous leur souhaitons d'y parvenir. Nous ne pouvons pas nous permettre que ce sommet soit un échec. En 1933, une autre conférence s'est tenue à Londres pour combattre la récession. Elle a échoué, et, peu de temps après, la démocratie s'est achevée en Allemagne. Nous connaissons tous la suite. Cette histoire tragique reste gravée dans nos cœurs et nos esprits.

Au cours de réunions avec des responsables européens, j'ai insisté en vue d'établir une solidarité européenne et d'entreprendre une action commune.

En vue de mettre en œuvre un vaste programme de relance, financé par des obligations européennes si nécessaire.

En vue de demander un nouveau Deal social qui donne la priorité aux travailleurs et non pas aux banquiers et à leurs primes ; un nouveau Deal social qui place l'emploi et l'égalité au cœur d'un nouvel ordre mondial.

En vue de mettre un terme aux pratiques habituelles des marchés financiers.

Depuis trop longtemps, les seigneurs de Wall Street et de la City ont dirigé le monde.

Depuis trop longtemps, la gauche a été traitée avec condescendance et s'est vu infliger des sermons qui prêchaient la supériorité de la déréglementation, de la libéralisation excessive et de la valeur pour les actionnaires, comme objectifs exclusifs des entreprises.

Pour ces personnes, les syndicats représentaient une entrave, un obstacle embarrassant pour le bon fonctionnement du marché. Nous étions démodés, nous gênions, nous étions le grain de sable du subtil engrenage.

Ils doivent désormais penser différemment. Ils doivent désormais savoir qu'ils sont responsables de cette récession. Ils doivent désormais savoir qu'ils ont échoué de manière spectaculaire.

Pourtant, nombre d'entre eux, éhontés, cherchent encore à préserver leurs primes, malgré la faillite de leur entreprise, cherchent encore à endosser des parachutes dorés, malgré un bilan calamiteux.

À tout cela, nous disons : « non » ! Nous disons : « jamais plus » ! Nous prenons congé de ce gouvernement du peuple par les banquiers, pour les banquiers.

Nous disons au contraire oui à l'intérêt public, oui à la démocratie, oui au syndicalisme !

Aujourd'hui, nous passons à l'offensive, comme nous l'avons décidé lors du Congrès de Séville en 2007. Nous passerons à l'offensive dans les rues de Madrid le 14 mai pour refuser le chômage et les emplois précaires, pour revendiquer une réglementation stricte du capitalisme et lancer un appel en faveur d'un nouveau Deal social européen.

Nous refusons la complaisance timide des autorités européennes, qui ont déclassé leur sommet sur l'emploi du 7 mai. Ce faisant, ce sont les chômeurs qu'ils ont déclassés, et non pas simplement le sommet. Ils attendent docilement les résultats et n'entreprennent aucune action décisive. Le 14 mai par conséquent, et le 15 à Bruxelles, le 16 à Berlin, Prague et encore Birmingham, ils entendront les voix de la rue.

Mardi, l'OCDE prévoyait des troubles sociaux. Permettez-moi de vous dire que si les autorités européennes se refusent à écouter et à agir, c'est ce qui adviendra. Il ne s'agit en aucun cas d'une menace, c'est une réalité !

La crise exige une véritable solidarité européenne et internationale, une meilleure coordination du soutien aux personnes les plus affectées et davantage de moyens pour que les travailleurs conservent leur emploi et maintiennent leur pouvoir d'achat.

Elle réclame également que des actions soient entreprises pour que la Cour de Justice européenne cesse de considérer que les libertés du marché priment sur les droits fondamentaux des travailleurs. Ceci n'est pas notre Europe, et nous la refusons.

Je m'adresse à vous, membres du congrès. Il s'agit d'un combat que nous ne pouvons pas éviter. Il s'agit d'un combat pour l'emploi des travailleurs, leurs salaires, leurs droits, leur rêves.

Nous ne les décevrons pas. Pas la CES. Pas l'UGT. Pas le syndicalisme espagnol. Nous marchons ensemble, solidaires et puissants, déterminés à gagner, comme toujours.

Merci de votre soutien.